



**HAL**  
open science

**Un observatoire des circulations interdisciplinaires,  
interinstitutionnelles et internationales : le programme  
sur l'aire russe, soviétique et est-européenne de la 6e  
Section de l'EPHE**

Ioana Popa

► **To cite this version:**

Ioana Popa. Un observatoire des circulations interdisciplinaires, interinstitutionnelles et internationales : le programme sur l'aire russe, soviétique et est-européenne de la 6e Section de l'EPHE. Marès Antoine. La France et l'Europe médiane : construction des savoirs, Institut d'Etudes Slaves, pp.69-93, 2020, 978-2-7204-0562-4. halshs-03092644

**HAL Id: halshs-03092644**

**<https://shs.hal.science/halshs-03092644>**

Submitted on 2 Jan 2021

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Copyright

## **Un observatoire des circulations interdisciplinaires, interinstitutionnelles et internationales : le programme sur l'aire russe, soviétique et est-européenne de la 6<sup>e</sup> Section de l'EPHE**

Ioana Popa (CNRS, Institut des Sciences sociales du politique, UMR 7220)

La 6<sup>e</sup> Section de l'EPHE se dote à partir du milieu des années 1950 d'une Division des Aires culturelles. Cette dernière structure, naissante, lance assez rapidement un programme sur l'espace russe, soviétique et est-européen, à travers la création de directions d'études, d'enseignements, de fonds documentaires et de projets de recherche spécialisés. Ce programme n'est cependant pas mis en œuvre de manière isolée ; il prend place, au contraire, dans un faisceau de programmes destinés à l'étude d'autres « aires », qui se développeront à des degrés et à des rythmes propres, mais dans un souci de coordination, manifeste à l'échelle de la Division des aires culturelles qui les chapeaute. Dans l'espace académique français, la 6<sup>e</sup> Section de l'EPHE met ainsi en œuvre, après la Deuxième Guerre mondiale, un des premiers programmes unifiés qui soient dédiés à l'étude non pas d'une seule, mais de plusieurs aires culturelles, qui se revendique explicitement de ce label<sup>1</sup> et qui soit ancré dans le périmètre des sciences sociales.

Cette dynamique marque une étape supplémentaire dans le développement du projet institutionnel et intellectuel de la 6<sup>e</sup> Section de l'EPHE, une dizaine d'années après la fondation de celle-ci en 1947<sup>2</sup>. La 6<sup>e</sup> Section est à cette époque dirigée par Lucien Febvre ; après la mort de ce dernier en 1956, elle l'est par Fernand Braudel, précédemment son secrétaire scientifique. Ce dernier s'implique directement dans la construction des programmes d'études sur des aires culturelles. Braudel est assisté dans cette entreprise par Clemens Heller<sup>3</sup>, historien aux origines autrichiennes ayant émigré à la veille de la Seconde Guerre mondiale aux États-Unis, où il devient diplômé de l'université de Harvard. D'abord chargé de cours, puis sous-directeur d'études à la 6<sup>e</sup> Section de l'EPHE, Heller devient le coordinateur de la Division des aires culturelles dès sa création.

Entamé en 1954, ce processus n'est toutefois ni linéaire ni tracé d'avance ; il ne se fait pas non plus sans obstacles ni hésitations. Ils sont dus à la fois aux ambitions et spécificités du projet dans son ensemble – constituer une Division couvrant l'étude de plusieurs aires – et aux modes de structuration préalable des domaines destinés à chacune d'entre elles (slavistique, sinologie, etc.). L'élaboration progressive du programme proprement dit consacré à l'aire russe, soviétique et est-européenne, dite

---

<sup>1</sup> Ioana Popa, « L'attrait d'un label souple. Les "aires culturelles" au prisme des programmes d'enseignement de l'IEP de Paris et de la 6<sup>e</sup> Section de l'EPHE après la Seconde Guerre mondiale », *Revue d'anthropologie des connaissances*, 13(1), 2019, pp. 115-147.

<sup>2</sup> Brigitte Mazon, *Aux Origines de l'EHESS. Le rôle du mécénat américain*, Paris, Cerf, 1988 ; Giuliana Gemelli, *Fernand Braudel*, Paris, Odile Jacob, 1995 [1990], pp. 277-315.

<sup>3</sup> Maurice Aymard, « In Memoriam Clemens Heller », *Social Science Information* 42, 2003, pp. 283-287 ; Maurice Aymard et alli. (éd.), *Un imprésario des sciences de l'homme: Clemens Heller (1917-2002)*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 2017, et notre contribution à cet ouvrage, Ioana Popa, « Ressources biographiques et configurations d'acteurs. Une perspective d'analyse sur l'institutionnalisation des études sur les aires culturelles à la 6<sup>e</sup> Section de l'EPHE », *op. cit.*, pp. 95-125.

aussi « slave » (sur l'appellation de laquelle nous reviendrons) va de pair avec la constitution tout aussi tâtonnante et parfois difficile d'un groupe de spécialistes gravitant autour de la 6<sup>e</sup> Section de l'EPHE et dont certains y seront recrutés. Ces derniers sont censés allier des compétences disciplinaires diverses, maîtrise des langues et connaissance de l'aire ou d'un de ses sous-ensembles. Ces processus conjoints de construction intellectuelle et sociale à la fois du programme et du groupe de professionnels s'accompagnent aussi d'une définition fluctuante des espaces proprement dits qui sont (volontairement ou plus accidentellement) rattachés à ou au contraire disjoints de cette « aire », *a fortiori* puisque son étude et son accessibilité directe sont particulièrement limitées en raison des contraintes (géo)politiques.

S'appuyant essentiellement sur des sources archivistiques<sup>4</sup>, cette contribution donne un aperçu des logiques institutionnelles, disciplinaires et internationales qui régissent la construction du programme mentionné, tout en inscrivant celle-ci dans un processus plus ample. L'article entend plus particulièrement affirmer que cette construction ainsi que la genèse intellectuelle et sociale du groupe de spécialistes proprement dit se nourrissent en partie des dynamiques circulatoires qui s'observent à ces différents niveaux – aussi bien entre des institutions et des disciplines qu'à une échelle inter- et trans-nationale. Nous montrerons en quoi la Division des aires culturelles constitue un observatoire particulièrement heuristique de ces dynamiques circulatoires et analyserons les liens à la fois concurrentiels et affinitaires dans lesquels sont pris la création et le développement de son programme russe et est-européen à partir du milieu des années 1950. Une réflexion empiriquement armée à propos de la plasticité des contours de cette « aire », référée notamment aux compétences mobilisables, donc aux contours du groupe de spécialistes réunis au profit de son étude, ainsi qu'aux modes de désignation de leurs pratiques et productions scientifiques permettra, enfin, de confirmer la relativité des découpages savants et les logiques professionnelles, intellectuelles et géopolitiques qui les régissent.

### **Un point d'observation : la Division des Aires culturelles**

La 6<sup>e</sup> Section de l'EPHE et sa Division des Aires culturelles constituent un bon point d'observation des dynamiques circulatoires à la fois internationales, institutionnelles, disciplinaires et historiques que l'on vient d'évoquer et qui permettent de décroiser à ces différents niveaux le projet scientifique porté par ces structures.

---

<sup>4</sup> Elle mobilise notamment des sources archivistiques : des fonds Heller (102EHE) et Velay (101EHE) (Centre des archives de l'EHESS), Le Goff (AN-CAC920571), Braudel (Institut de France, MS8510), Francastel (INHA, 043), Sciences Po (Chapsal) (Centre d'histoire de Sciences Po, 2SP), Touchard (Mission Archives de Sciences Po), du Rectorat de Paris (AN), des Archives diplomatiques du ministère des Affaires étrangères (MAE), des archives des Fondations Rockefeller (ci-après RF) et Ford (ci-après FF) (Rockefeller Archives Center, New York) et d'autres fonds privés non déposés. S'y ajoutent des entretiens (en nombre forcément restreint, en raison de la dimension historique de l'enquête) et la construction de deux bases de données recensant les enseignements dispensés à la 6<sup>e</sup> Section de l'EPHE entre 1947-1974 et à l'Institut d'études politiques de Paris entre 1945-1974 (en plus des sondages faits à propos de l'École libre de sciences politiques pour les années 1930).

## *Mettre en œuvre des circulations scientifiques transatlantiques et Est/Ouest*

La Division des Aires culturelles présente en effet plusieurs caractéristiques particulières, à commencer par les circulations scientifiques et financières internationales qui alimentent sa construction. De telles dynamiques se développent à propos de chaque aire, selon des géographies et des enjeux à la fois scientifiques et géopolitiques pour partie spécifiques. Elles ont, pour celle qui nous intéresse ici, une dimension à la fois transatlantique et intra-européenne, la seconde ne se limitant pas, qui plus est, à l'Europe de l'Ouest mais pouvant concerner aussi, à partir du dégel, la partie du continent située à l'est du rideau de fer.

Comme la 6<sup>e</sup> Section de l'EPHE l'avait elle-même été au moment de sa création, la Division des aires culturelles et son programme russe sont en partie financés à leurs débuts par un *grant*<sup>5</sup> accordé en 1956 par la fondation Rockefeller<sup>6</sup>. L'attention que cristallise l'aire dite « russe » ou « slave » et le potentiel d'internationalisation qui lui est prêté malgré l'installation des régimes non démocratiques et restrictifs en matière de circulations intellectuelles Est-Ouest étaye la demande de ce *grant* auprès de la fondation philanthropique américaine, donc le lancement des programmes sur les aires culturelles en général. En 1954-1955, quand les démarches auprès de la fondation Rockefeller sont enclenchées par la 6<sup>e</sup> Section, ce potentiel d'internationalisation vers l'Europe de l'Est est mis en avant par Clemens Heller comme une caractéristique qui distingue (du moins temporairement) cette institution au regard d'autres acteurs académiques étrangers, notamment anglais et américains<sup>7</sup>. Il constitue par ailleurs une plus-value au regard d'institutions françaises : l'Institut d'études politiques et la Fondation nationale des sciences politiques (l'IEP-la FNSP) par exemple – qui obtiennent également un *grant* de la Fondation Rockefeller pour un programme de relations internationales ayant un volet consacré aux *area studies*<sup>8</sup> – ne deviennent pas partie prenante des programmes de coopération intergouvernementale avec des pays d'Europe de l'Est et en particulier avec l'URSS, malgré le souhait qu'ils manifestent en ce sens<sup>9</sup>.

---

<sup>5</sup> D'une durée de deux ans, ce *grant* couvre l'aire dite « russe » ou « slave », l'Extrême-Orient, l'aire islamique et l'Inde. Il sera renouvelé en 1958 pour encore trois ans. Des recrutements sont effectués et des programmes sont lancés par la Division sur d'autres aires également, mais ne bénéficieront pas de la couverture de ce *grant*.

<sup>6</sup> Voir aussi Brigitte Mazon, *Aux Origines de l'EHESS...*, *op. cit.*; Giuliana Gemelli, *Fernand Braudel, op. cit.*; Ludovic Tournès, *Sciences de l'homme et politique. Les Fondations philanthropiques américaines en France au XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Garnier, 2011, p. 323-331 ; Anne Kwaschik, "Transatlantic Exchanges: Fernand Braudel, the Rockefeller Foundation and the Cold War Origins of the Center for Area Studies in Paris", in C. Defrance et A. Kwaschik (eds), *La Guerre froide et l'internationalisation des sciences*, Paris, CNRS Éditions, 2016, pp. 71-90.

<sup>7</sup> Lettre de C. Heller à P. Mosely, 2/5/1955, RF1.2/500R/9/95. Voir Robert Byrnes, *Soviet-American Academic Exchanges, 1958-1975*, Bloomington, Indiana University Press, 1976 ; Yale Richmond, *US-Soviet Cultural Exchange 1958-86: Who Wins?*, Boulder, Westview Press, 1987 ; Justine Faure, « Les échanges universitaires entre les États-Unis, l'URSS et l'Europe de l'Est : arme de guerre froide ou facteur de rapprochement entre les blocs ? », in Corinne Defrance, Anne Kwaschik (dir.), *La Guerre froide et l'internationalisation des sciences*, Paris, CNRS Éditions, 2016, pp. 107-124.

<sup>8</sup> Nicolas Guilhot, « The French Connection ». Éléments pour une histoire des relations internationales en France », *Revue française de science politique*, 2017, 67, 34-67 ; Ioana Popa, « L'attrait d'un label souple », *art. cit.* ; Sabine Jansen, Marie Scot, « Jean-Baptiste Duroselle, le CERI et la recomposition des relations internationales en France (1945-1968) », communication au colloque « Pierre Renouvin, Jean-Baptiste Duroselle (1917-2017). La construction d'une discipline, l'histoire des relations internationales », 2017.

<sup>9</sup> J. Touchard, Secrétaire général de la FNSP, à M. le Directeur général des Affaires Culturelles et techniques, MAE [lettre à l'attention à Mme Lanchon], 21/12/1959, fonds Touchard, carton 17.

Compte tenu de ces enjeux, la présence aux côtés de Fernand Braudel de deux spécialistes de l'aire russe et soviétique – l'économiste Henri Chambre et le linguiste Jean Train, professeur de russe à l'École nationale des langues orientales vivantes (ENLOV) – lors d'une visite itinérante de deux mois qu'ils effectuent aux États-Unis en 1955 sur l'invitation de la Fondation Rockefeller peut apparaître comme attendue. Elle confirme l'attention accordée à cette aire dans un contexte international profondément redéfini à l'issue de la Seconde Guerre mondiale et, corrélativement, l'importance acquise par l'espace académique états-unien. Le rôle que joue désormais celui-ci ne peut certes être vu comme pionnier dans l'émergence de ce domaine d'études, étant donné l'existence d'autres traditions universitaires, notamment européennes, dans la production de savoirs sur différentes aires culturelles. Il peut cependant être considéré comme catalyseur, voire désormais comme prescripteur, en raison de la redéfinition générale des hiérarchies scientifiques internationales opérée à l'issue de la Seconde Guerre mondiale en faveur des États-Unis<sup>10</sup> et, en l'occurrence, de l'essor que les *area studies* connaissent dans ce pays pendant la guerre, puis la Guerre froide<sup>11</sup>. Le séjour que les scientifiques français y effectuent en 1955 est ainsi censé leur faire prendre connaissance de cet essor :

« Ce serait bien de donner à ces savants (...) l'opportunité d'observer les pratiques américaines et de déterminer, le cas échéant, quels éléments (...) pourraient être incorporés dans leur propre programme (...)»<sup>12</sup>,

écrit ainsi un représentant de la Fondation Rockefeller à un directeur d'études de la 6<sup>e</sup> Section (lui-même sinologue). Néanmoins, la mise en avant implicite de l'aire russe que vaut la participation de ses deux spécialistes à ce séjour étonne quelque peu aussi en raison du diagnostic pessimiste porté à différentes reprises par Heller sur l'état des études menées jusqu'alors en France sur cette aire. Ce dernier ne cesse pas, en effet, de déplorer l'absence d'un vivier qui permettrait des recrutements rapides de nouveaux directeurs d'études à la 6<sup>e</sup> Section :

« En ce qui concerne la Russie, écrit-il en 1955, on a décidé d'attendre encore un an avant que toute nomination soit faite pour la simple raison que nous ne pouvions trouver personne ayant les qualifications nécessaires<sup>13</sup>».

Le jugement porté sur l'état des études sur l'aire « russe » ou « slave » par ceux qui entendent être les artisans d'un nouveau type de programme qui lui soit destiné est dès lors ambivalent. Cette aire figure malgré tout assez vite parmi celles qui sont mises en exergue par la 6<sup>e</sup> Section au cours des échanges avec la Fondation Rockefeller, devenant même un des moteurs de cette dynamique, aux côtés notamment de « l'Extrême-Orient »<sup>14</sup>. Le programme de recherche personnel d'Henri Chambre sur l'économie régionale soviétique, discuté pendant cette visite avec différents universitaires américains, est par ailleurs joint à la demande du *grant* formulée par la 6<sup>e</sup> Section auprès

---

<sup>10</sup> Entre autres, John Krige, *American Hegemony and the Postwar Reconstruction of Science in Europe*, Cambridge, Mass., MIT Press, 2006.

<sup>11</sup> Notamment David Szanton, (ed.), *The Politics of Knowledge. Area Studies and the Disciplines*. Berkeley, University of California Press, 2004 ; David Engerman, *Know your Enemy. The Rise and Fall of America's Soviet Experts*, Oxford, Oxford University Press, 2009.

<sup>12</sup> E. d'Arms à Elisseff, 15/8/1955, RF1.2/500S/9/96.

<sup>13</sup> C. Heller à P. Mosely, 21/3/1955, RF1.2/500S/9/95 (la traduction des extraits de la correspondance en anglais nous appartient).

<sup>14</sup> Aire souvent limitée alors à la Chine, pays auquel on destine un centre de documentation et de recherche à partir de 1959.

de la Fondation Rockefeller en appui du lancement du programme des Aires culturelles. Cette ambivalence ainsi que le fait que le développement du programme russe requière, selon Heller, de « former les gens avant de les recruter<sup>15</sup> » contribuent à expliquer aussi pourquoi les séjours d'étude aux Etats-Unis sont envisagés, tout particulièrement lors des débuts du programme russe de la 6<sup>e</sup> Section, comme un moyen de socialisation professionnelle de ses collaborateurs. Beaucoup d'entre eux seront ainsi accueillis dans les principaux centres de *Russian and Soviet Studies* des États-Unis – dont notamment ceux des universités de Columbia et de Harvard. Dans l'espace académique français de l'époque, la 6<sup>e</sup> Section de l'EPHE parviendra ainsi à concentrer un des flux les plus importants, voire le plus nourri d'échanges scientifiques avec les États-Unis en matière d'études sur l'espace russe et soviétique.

La géographie des échanges académiques mis en œuvre par la 6<sup>e</sup> Section dans le cadre du programme destiné à cette aire ne se limite néanmoins pas à ces flux. En effet, c'est un double circuit d'internationalisation qu'aspirent à mettre en place ses artisans et qu'explique ici Jean Train :

« Nos étudiants recevront en France une direction et une formation, mais leur formation ne sera complète que s'il leur est possible de faire un séjour prolongé en URSS, où ils trouveront la matière première, et aux Etats-Unis, où ils trouveront des méthodes éprouvées, un important cadre de chercheurs et d'institutions, les fruits déjà appréciables de plusieurs années d'étude<sup>16</sup>.»

À partir du milieu des années 1950, les nouvelles perspectives de séjourner en URSS créées par le dégel (si relatif et fluctuant soit-il) et la mise en place progressive de dispositifs intergouvernementaux de coopération culturelle avec des pays socialistes influent sur la manière d'élaborer le programme de la Division et sur les collaborations à envisager. La 6<sup>e</sup> Section de l'EPHE est ainsi une des institutions académiques françaises pionnières dans la mise en œuvre d'échanges scientifiques avec certains pays d'Europe de l'Est. À partir de 1958, elle en devient un partenaire explicitement mentionné dans un des premiers protocoles que le gouvernement français signe avec un pays socialiste, la Pologne<sup>17</sup>. La 6<sup>e</sup> Section peut ainsi bénéficier désormais de l'octroi annuel de bourses à ses membres pour des séjours d'études dans ce pays et pour l'accueil de collègues polonais, ainsi que des moyens permettant de lancer des enquêtes collectives et de co-organiser avec ces derniers d'une série de colloques débouchant sur des publications. Enfin, un Centre d'études d'histoire et de civilisation polonaise est créé sous l'autorité du président de la 6<sup>e</sup> Section, mais administré par un professeur ou chercheur polonais, qui y bénéficiera d'une direction d'études tournante. Grâce à ces dispositifs, la 6<sup>e</sup> Section occupe désormais une place de choix dans la nouvelle politique de coopération culturelle intergouvernementale franco-polonaise, qui lui procure des moyens supplémentaires pour renforcer sa Division des aires culturelles sur les plans institutionnel et intellectuel.

Cette dynamique d'échanges académiques Est-Ouest n'est dès lors pas déconnectée de l'institutionnalisation proprement dite de la Division des Aires culturelles. Qui plus est, elle ne l'est pas non plus des transferts transatlantiques : ces

---

<sup>15</sup> C. Heller à P. Mosely, 21/3/1955, RF1.2/500S/9/95, RAC.

<sup>16</sup> J. Train à C. Heller, 5/6/1955, 102EHE/15.

<sup>17</sup> Voir aussi Maria Pasztor, *Między Paryżem, Waeszwą i Moskwą. Stosunki polsko-francuskie w latach 1954-1969 (Entre Paris, Varsovie et Moscou. Les relations polono-françaises pendant les années 1954-1969)*, Toruń, Wydawnictwo Adam Marszałek, 2003 ; Patryk Pleskot, *Les Relations entre les chercheurs en sciences humaines polonais et les sciences humaines françaises dans les années 1956-1989*, thèse de doctorat, EHESS/Uniwersytet Warszawski, Paris/Varsovie, 2007.

échanges sont co-financés à leurs débuts par une autre fondation philanthropique américaine, la Fondation Ford, ainsi que, ponctuellement et indirectement, par un autre acteur important de la Guerre froide intellectuelle, le Congrès pour la liberté de la culture<sup>18</sup>. Cette organisation transnationale<sup>19</sup> mène depuis sa création en 1950 un combat « antitotalitaire » sur le terrain culturel, soutenant la lutte anticommuniste qui régit alors la diplomatie publique de l'État américain tout en bénéficiant elle-même de l'appui (y compris financier) de cette politique.

La politique d'internationalisation scientifique Est/Ouest que l'institution française mène dans le cadre de la construction d'un programme d'études sur la Russie, l'URSS et les pays d'Europe de l'Est se situe dès lors à la jonction de l'action de deux diplomaties culturelles occidentales, française et états-unienne, et emprunte des directions géographiques plurielles et interconnectées. Ces aspects risquent de passer inaperçus aussi bien lorsque l'on emprunte une vision binaire, opposant deux blocs supposés homogènes, qu'une approche bilatérale, focalisée sur les relations culturelles appréhendées uniquement de pays à pays. Ce cas d'étude témoigne enfin de l'articulation des processus d'internationalisation et d'institutionnalisation<sup>20</sup>, laquelle n'est pour autant ni automatique ni mécanique et prend appui également sur d'autres caractéristiques de la 6<sup>e</sup> Section de l'EPHE.

### *Pratiquer et renforcer les sciences sociales*

La Division des Aires culturelles présente en effet une deuxième spécificité qui a des effets structurants sur ses différents programmes et qui tient à l'inscription disciplinaire de son projet scientifique général. Se destinant elle-même aux sciences sociales et économiques, la 6<sup>e</sup> Section offre ainsi aux études qu'elle initie sur des espaces étrangers un ancrage différent, voire concurrent aux approches philologiques ayant dominé jusqu'alors la production des connaissances sur ces espaces<sup>21</sup>, sans pour autant que toute passerelle avec ces approches et leurs spécialistes devienne désormais impensable. Cette évolution soulève, corrélativement, un autre enjeu : consolider l'inscription des études sur les aires étrangères dans des pratiques d'enquête de terrain et pas seulement dans l'étude des textes, ce qui revient à faire évoluer l'équilibre entre types de sources, approches méthodologiques privilégiées et, *in fine*, entre les disciplines qui investissent ces études.

---

<sup>18</sup> Nous avons développé ces aspects dans Ioana Popa, "International Construction of Area Studies in France during the Cold War: Insights from the *École Pratique des Hautes Études* Sixth Section", *History of the Human Sciences*, vol. 29(4-5), 2016, pp. 125-150 et « Diplomaties culturelles occidentales en conjoncture de détente. Le lancement d'un programme d'échanges académiques Est-Ouest à la 6<sup>e</sup> Section de l'EPHE », *Relations internationales*, n° 169, 2017, pp. 69-96.

<sup>19</sup> Notamment Pierre Grémion, *Intelligence de l'anticommunisme. Le Congrès pour la liberté de la culture à Paris (1950-1975)*, Paris, Fayard, 1995 ; Frances Stonor Saunders, *Who Paid the Piper? The CIA and the Cultural Cold War*, Londres, Granta, 1999.

<sup>20</sup> Nous avons formulé cette hypothèse, transformée en résultat d'enquête, dans Ioana Popa, "International Construction of Area Studies...", *op. cit.*

<sup>21</sup> Entre autres, Michel Espagne, *Le Paradigme de l'étranger*, Paris, Cerf, 1993 ; Francis Zimmermann, « De la lecture des textes classiques à l'enquête de terrain », in collectif, *Le Mal de voir : ethnologie et orientalisme, politique et épistémologie, critique et autocritique*. Paris, Union générale des éditions, 1976, pp. 198-207 ; Roland Lardinois, *L'Invention de l'Inde. Entre ésotérisme et science*, Paris, CNRS Éditions, 2007 ; A. Mahé, K. Bendana eds., *Savoirs du lointain et sciences sociales*, Paris, Éditions Bouchene, 2004.

Dans le travail de construction de la Division des aires culturelles, Heller et Braudel se montrent par ailleurs préoccupés par une double dynamique, qui est une source de tension potentielle dans les recrutements et la formation des spécialistes de ces aires : attirer des chercheurs dont les compétences résident avant tout dans la maîtrise des langues donnant accès à la connaissance directe des espaces étrangers, puis les orienter vers les sciences sociales ; inversement, cibler des spécialistes de ces domaines disciplinaires pour les former ensuite à l'étude d'une aire spécifique à travers des formations linguistiques intensives et/ou en mettant à leur disposition des sources dans des langues qui leur sont accessibles. Que l'on emprunte l'une ou l'autre voie, il s'agit pour les dirigeants de la 6<sup>e</sup> Section de « rompre avec la tradition ancienne<sup>22</sup> ». Ceci signifie ancrer ces études dans le périmètre des sciences sociales (qui, du point de vue de ces derniers, inclut l'histoire, alors qu'elle est généralement rattachée aux humanités), tout en prenant des distances avec l'histoire politique et en se rapprochant des terrains contemporains, considérés comme ayant été largement négligés jusqu'alors :

« Il me semble qu'il y a deux aspects dans l'approche du 19<sup>e</sup> siècle – écrit Heller au directeur adjoint de la Division Humanités de la Fondation Rockefeller: a) l'accent mis sur les méthodes philologiques et l'histoire politique ; b) la concentration sur le passé lointain, avec un dédain conscient pour l'étude des périodes plus récentes. Une rupture avec cette tradition, l'introduction des méthodes des sciences sociales et de l'histoire sociale et économique, ainsi que l'accent mis sur la pertinence contemporaine ne devraient dès lors pas exclure de poursuivre l'étude du passé, mais simplement [entraîner] l'intégration de telles études dans un cadre plus large<sup>23</sup> ».

Si cette rupture implique, parallèlement, de se détacher des approches philologiques auparavant dominantes, il ne s'agit pas pour autant de négliger l'acquisition de compétences linguistiques qui, au contraire, sont considérées à la 6<sup>e</sup> Section comme essentielles pour pouvoir effectuer un travail de terrain (anthropologique, sociologique, archivistique). Il en résulte une relation ambivalente à l'égard des groupes de spécialistes en langues étrangères, qui nourrira des concurrences et des alliances entre détenteurs de compétences spécifiques.

L'analyse des curricula aréaux<sup>24</sup> de la 6<sup>e</sup> Section confirme cet ancrage dans le périmètre des sciences sociales. Elle montre cependant que certaines disciplines peuvent être sur- ou sous-représentées selon les aires prises en compte.

### **Un programme : construction d'un groupe de savants et esquisse d'une « aire »**

Le programme sur l'espace russe, soviétique et est-européen reflète, quant à lui, la caractéristique disciplinaire principale de l'ensemble des curricula proposés par la 6<sup>e</sup> Section de l'EPHE : c'est de l'économie et surtout de l'histoire que se revendiquent

---

<sup>22</sup> C. Heller à E. d'Arms, 21 février 1955, RF1.2/500S/9/95.

<sup>23</sup> *Ibid.*

<sup>24</sup> Nous avons en livré les premiers résultats dans Ioana Popa, « Aires culturelles et recompositions (inter)disciplinaires. La 6<sup>e</sup> Section de l'EPHE et les études sur l'espace russe, soviétique et est-européen », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 210, 2015, pp. 61-81 et "Geneses of Area Studies in France and the Program of the *Ecole Pratique des Hautes Etudes Sixth Section*", in Torsten Loschke, Steffi Marung, Matthias Middell, and Katja Naumann (eds.), *In Search of Other Worlds. Towards a Cross-regional History of Area Studies*, Leipzig, Leipziger Universitätsverlag, 2018, pp. 347-388.

presque les deux tiers des enseignements sur cette aire pendant la période 1955-1974 ainsi que les trois premières directions d'études du programme russe, créées en 1957 (et dont le nombre total sera de huit pour l'ensemble de la période d'existence de la 6<sup>e</sup> Section de l'EPHE, c'est-à-dire jusqu'en 1974<sup>25</sup>). Elles sont occupées par Roger Portal, Henri Chambre et David Dzaparidzé, dont les champs d'études couvrent des directions spécifiques (l'histoire économique et sociale de la Russie au XIX<sup>e</sup> siècle, pour Portal ; l'économie soviétique et en particulier, l'économie régionale depuis 1917 ainsi que la pensée économique en Russie au 19<sup>ème</sup> siècle, pour Chambre ; les sources de l'histoire russe du XVI<sup>e</sup> au XX<sup>e</sup> siècle et des questions de terminologie historique russe, pour Dzaparidzé). En revanche, la sociologie est sous-représentée dans l'enseignement sur cette aire, tandis que l'ethnologie n'y est pas présente avant le recrutement à la 6<sup>e</sup> Section de Paul-Henri Stahl en 1970. Les sciences juridiques, politiques et administratives sont, quant à elles, surreprésentées au regard du curricula général de la 6<sup>e</sup> Section, à travers notamment les cours assurés par le juriste Jacques Bellon et par le diplomate François de Liencourt.

La structure disciplinaire des enseignements destinés à cette aire est en partie façonnée par des difficultés de nature politique d'accéder à des sources dans les pays à régime communiste d'Europe de l'Est et d'y mener des recherches de première main, *a fortiori* sur des questions contemporaines. Cette contrainte structurelle surdétermine dès lors les contenus des productions scientifiques et leur inscription disciplinaire. Envisagée à ce niveau, elle est certes moins spontanément perceptible que les risques d'instrumentalisation ou d'engagement politique (pro- ou anti-communiste) qu'un tel contexte peut favoriser, et qui sont craints aussi bien par les responsables de la 6<sup>e</sup> Section que par les bailleurs de fonds états-unis<sup>26</sup>.

Aux yeux des dirigeants de la 6<sup>e</sup> Section, l'aire est-européenne cumulerait par ailleurs une autre carence par comparaison à d'autres aires qui y sont étudiées. Ils estiment en effet, à propos de ces dernières, que la Division des aires culturelles peut tirer profit des réseaux intellectuels ayant contribué à rapprocher, dès l'entre-deux-guerres, certaines communautés respectivement disciplinaires et munies de compétences aréales. C'est par exemple le cas des rapports que des membres des *Annales* avaient noués à cette époque avec des sinologues ainsi qu'avec des africanistes, et qui informent les premiers recrutements au sujet de ces aires<sup>27</sup>. De tels liens feraient en revanche défaut dans le cas des études sur le monde slave, lesquelles seraient uniquement le produit de la « vieille école<sup>28</sup> ». Cette opposition à la slavistique française ainsi désignée et à ses chefs de file est *a fortiori* formulée par les animateurs de la Division des Aires culturelles<sup>29</sup> lorsqu'il s'agit de justifier la demande de soutien financier pour un nouveau type de programme d'études auprès de la fondation Rockefeller, dont les représentants reprennent, ou véhiculent à leur tour, un avis pessimiste sur les études slaves en France<sup>30</sup> :

« Le personnel français disponible pour le développement des études russes n'est pas nombreux, largement en raison de l'échec de la vieille génération de former de bons

---

<sup>25</sup> En janvier 1975, 6<sup>e</sup> Section de l'EPHE devient l'École des hautes études en sciences sociales, établissement public autonome.

<sup>26</sup> Brigitte Mazon, *Aux Origines de l'EHESS...*, *op. cit.*; Ioana Popa, "International Construction of Area Studies in France during the Cold War...", *art. cit.*

<sup>27</sup> Pour une analyse plus détaillée, voir Ioana Popa, "Geneses of Area Studies in France and the Program of the *Ecole Pratique des Hautes Etudes* Sixth Section", *op. cit.*

<sup>28</sup> J. Train à C. Heller, 10/6/1955, 102EHE/15.

<sup>29</sup> Entre autres, C. Heller à E. d'Arms, 2/2/1955, RF1.2/500S/9/95.

<sup>30</sup> Par exemple, Inter-office correspondence, 9/3/1955, RF1.2/500S/9/95.

jeunes élèves. A. Mazon, professeur au Collège de France à la retraite et directeur de l'Institut d'études slaves, est considéré à présent comme particulièrement coupable de cette situation. D'autres savants susceptibles de prendre l'initiative se sont avérés inutiles et, en effet, Clemens Heller a décrit Portal et Tapié comme des "idiots absolus". (...) Seulement le prestige de Braudel et le soutien d'autres savants aînés [spécialistes d'autres aires et disciplines] ont permis de contourner les slavissants français consacrés<sup>31</sup> ».

La construction d'un groupe de spécialistes sur des aires étrangères en général et sur l'espace russe et est-européen en particulier se heurte dès lors à cette époque à une pénurie de compétences, elle-même liée, au-delà des exigences épistémologiques et méthodologiques propres à la 6<sup>e</sup> Section de l'EPHE, à des rapports de force et des concurrences professionnel(le)s, des aléas biographiques, des arbitrages institutionnels, à des considérations politiques, plus ou moins prégnantes selon les aires et les périodes. Fort souvent, cet aspect est néanmoins minimisé, voire négligé quand il s'agit de réfléchir à la relativité des découpages savants des « aires culturelles » et à leur plasticité. Or, il s'agit d'un aspect qui informe leur caractère construit, voire artificiel, maintes fois critiqué par des travaux mettant en cause la pertinence de leurs délimitations<sup>32</sup>. La pénurie ou l'inadéquation des compétences disponibles *versus* l'acquisition de ressources rares contribuent à expliquer aussi des développements fulgurants ou, au contraire, des « oubliés » persistants, ou encore des associations et des fragmentations contre-intuitives dans l'élaboration des programmes d'enseignement et de recherche sur les aires culturelles et dans la manière dont une aire en particulier est construite en objet de connaissance. Aussi est-il le cas des concurrences *vs.* des convergences affinitaires, à la fois institutionnelles et/ou individuelles, qui peuvent contribuer à (de)valoriser aussi bien des (sous-)aires que des approches disciplinaires destinées à leur étude.

### *Rapports de force, concurrences et passerelles avec la slavistique*

L'affirmation de la nouveauté du projet intellectuel et disciplinaire de la Division des aires culturelles tend ainsi à dévaluer des positions et des approches plus anciennes. André Mazon<sup>33</sup>, l'un des chefs de file de la slavistique française à qui fait référence le document interne de la Fondation Rockefeller que l'on vient de citer, notamment détenteur d'une chaire au Collège de France (jusqu'en 1951), membre de l'Académie des belles-lettres et président de l'Institut d'études slaves, avait pourtant oeuvré au développement de nouvelles générations de la slavistique française – les efforts qu'il avait déployés afin de créer un concours d'agrégation de russe à la veille de la guerre en témoignent, entre autres. Mazon avait également bien saisi les déplacements des centres de gravité à la fois disciplinaires et internationaux des études slaves en train de s'opérer

---

<sup>31</sup> Interviews, E. d'Ams/C. Heller, June 1955, RF1.2/500S/9/96.

<sup>32</sup> Entre autres, M. Lewis, K. Wigen, *The Myth of Continents: A Critique of Meta-Geography*, Berkeley, University of California Press 1997 ; Philippe Pelletier, *L'Extrême-Orient. L'invention d'une histoire et d'une géographie*, Paris, Folio/Histoire, 2011 ; Bayart, 2016, Bayart J.-F. (2016). "Dessine-moi un MENA !", ou l'impossible définition des "aires culturelles", *Sociétés politiques comparées*, 38, 1-28. [http://www.fasopo.org/sites/default/files/varia1\\_n38.pdf](http://www.fasopo.org/sites/default/files/varia1_n38.pdf) (consulté le 12 février 2017).

<sup>33</sup> Sur son parcours et ses activités, voir le n° 82/2011 de la *Revue des Études Slaves* (coordonné par Antoine Marès) ; voir aussi Sylvie Archaimbault, « André Mazon et Roman Jakobson : deux générations de linguistes », in Sylvie Archaimbault et Catherine Depretto éd., *La langue russe, la guerre et la révolution*, Paris, Eur'Orbem éditions, 2017, pp. 23-45.

après la Seconde Guerre mondiale. Même s'il a des contacts et des amitiés parmi les slavistes américains (à l'instar de Samuel H. Cross, professeur à l'université de Harvard, qui décède cependant en 1946), Mazon lui-même et l'Institut d'études slaves, qu'il préside depuis 1937, suivent cependant d'assez loin et de manière décalée, quoique non sans intérêt, les transformations institutionnelles et intellectuelles que les études slaves, et plus généralement, les *area studies* connaissent aux États-Unis depuis la Seconde Guerre mondiale. Mazon avoue ainsi par exemple, en 1946, « être fort peu renseigné jusqu'à ce jour sur le nouveau *Russian Institute* qui vient d'être organisé à l'Université Columbia<sup>34</sup> ». Le commencement de la Guerre froide et l'interruption des liens scientifiques et culturels directs avec le « monde slave » sont selon lui une raison supplémentaire pour renforcer la coopération académique avec les États-Unis :

« Les études slaves constituent ainsi l'un des domaines où nos deux pays auraient profit à se prêter aide en vue d'harmoniser leurs efforts. [...] Les slavistes français seraient heureux de coopérer avec les slavistes américains pour faire face aux difficultés que crée à leurs études la suspension des relations normales avec les pays slaves<sup>35</sup> »,

écrit-il en 1949. Dès 1952, Mazon œuvre par ailleurs pour que les meilleurs candidats au concours d'agrégation puissent se rendre en URSS afin d'améliorer leurs compétences linguistiques<sup>36</sup>. Sur la base de ce projet, les premières initiatives gouvernementales françaises de mobilité universitaire en direction de l'URSS entreprises en 1953, « dès que les circonstances l'ont permis<sup>37</sup> » (*i.e.* après la mort de Staline) concerneront des agrégatifs de russe.

En dépit de ces initiatives, de la position encore symboliquement dominante que Mazon et l'IES occupent dans la slavistique française et des transformations institutionnelles qui la renforcent grâce à l'accroissement du nombre de chaires spécialisées, de diplômés et d'agrégés de russe<sup>38</sup>, certaines tendances structurelles contribuent à dévaluer ce domaine au regard notamment de nouveaux équilibres internationaux et disciplinaires. En répondant à un étudiant américain de l'université de Princeton désireux de connaître les activités de l'IES et d'entreprendre des études à Paris au milieu des années 1950, Mazon finit par admettre que

« l'enseignement philologique et littéraire des diverses langues slaves y est assez poussé. Mais il n'existe pas à proprement parler de Centre où les études concernant l'Union soviétique soient approfondies. Vous êtes en ce sens beaucoup mieux outillés que nous aux États-Unis et quelques-uns de nos étudiants vont poursuivre leurs études au *Russian Institute de Columbia University*. Si vous désirez par conséquent vous spécialiser dans l'étude de la Russie contemporaine, je ne crois pas que vous puissiez trouver à Paris ce qui vous intéresse<sup>39</sup> ».

À partir du milieu des années 1950, ce n'est donc pas l'IES qui parvient à tirer profit de ces nouveaux équilibres et à capter les relations de coopération académique avec les États-Unis dans ce domaine, mais une autre institution française, à vocation généraliste et ancrée dans le périmètre disciplinaire des sciences sociales, qui plus est,

<sup>34</sup> A. Mazon à M. Graves, 26/7/19[4]6, AN-19820521.

<sup>35</sup> A. Mazon à L. S. Brady, présidente de la Commission américaine d'échanges universitaires avec la France, 15/3/19[4]9, AN-19820521.

<sup>36</sup> Le Département à l'Ambassadeur de France à Moscou, 25/11/1952, MAE-238Q0/333.

<sup>37</sup> Note sur échanges de boursiers avec l'URSS, 1<sup>er</sup> juillet 1956, MAE-208Q0/228.

<sup>38</sup> Pour quelques indicateurs objectivant cette tendance, voir Ioana Popa, « Aires culturelles et recompositions (inter)disciplinaires... », *art. cit.*

<sup>39</sup> A. Mazon à K. Adams, 11/1/1954, AN-19820521.

nouvelle entrante dans le domaine des études de l'aire dite slave – la 6<sup>e</sup> Section. Si les représentants de celle-ci identifient désormais Mazon comme un adversaire disciplinaire par excellence, ils tirent néanmoins certains bénéfices implicites de son action. Ils n'excluent pas non plus des collaborations, voire des alliances avec des représentants de la slavistique, permettant d'observer aussi des circulations, sinon des reconversions disciplinaires, de certains de ses représentants. Ce pari est fait notamment au sujet des plus jeunes d'entre eux, dont les agrégés de russe et *a fortiori*, de ceux parmi eux qui ont pu bénéficier de séjours en URSS : « Je crois de plus en plus (...) – écrit ainsi Heller en 1955 – que notre programme devrait être construit autour de jeunes agrégés plutôt qu'autour d'hommes d'âge moyen<sup>40</sup>». Ils forment, selon les animateurs de la Division, un vivier intéressant et utile, à la fois qualifié, potentiellement convertible aux approches des sciences sociales et ayant pu, pour certains, séjourner en l'URSS à une époque où cette expérience était encore très rare. Des littéraires comme Michel Aucouturier, Gérard Abensour, Georges Nivat ou Claude Frioux sont ainsi un certain temps proches de la 6<sup>e</sup> Section, voire y deviennent chargés de cours, à l'instar de ce dernier, qui candidate par ailleurs pour une direction d'études, mais sans succès. Ce point de vue est partagé par certains interlocuteurs américains, à l'instar du soviétologue Philip Mosely – qui est un conseiller constant de Clemens Heller<sup>41</sup> (et qui témoigne, au passage, dans l'extrait de correspondance qui suit, de sa fine connaissance du système académique français) :

« À cause des problèmes particuliers créés par le système de recrutement universitaire français, à travers l'agrégation, j'en suis arrivé à la conclusion que la meilleure étape à laquelle les jeunes chercheurs peuvent recevoir une formation spécialisée dans le champ des études russes, dans le but d'ouvrir de nouveaux domaines de recherche, est après qu'ils aient obtenu l'agrégation et eu une certaine expérience d'enseignement. À ce stade, ils ont déjà mis un pied dans la hiérarchie académique et peuvent mieux se permettre de prendre le risque qu'implique le fait d'étudier à l'étranger. S'ils font un séjour d'étude à l'étranger avant d'obtenir l'agrégation, les chances de les utiliser plus tard semblent minces<sup>42</sup>».

Un de ces agrégés, ayant cependant un âge et un parcours plus avancés, est appelé à jouer dans l'entourage de Braudel et de Heller un rôle très utile dans le lancement du programme russe, même s'il qualifie lui-même sa tâche de « travail obscur<sup>43</sup>» : il s'agit du tout premier agrégé de russe de France, Jean Train. Né en 1909, ce dernier obtient ce titre en 1948 puis enseigne cette langue à l'ÉNLOV à partir de 1950, après avoir failli abandonner le projet de se destiner à une carrière de russionnant à la fin des années 1930. Train avait en effet conclu à cette époque que les études russes n'avaient plus d'avenir, compte tenu notamment du refus qui lui avait été opposé d'effectuer un séjour de recherches pour sa thèse de doctorat en URSS (où il avait cependant pu séjourner à trois reprises auparavant). Après la guerre, Train devient par ailleurs le secrétaire général de l'IES et occupe cette fonction de 1946 à 1955. Ces qualités justifient qu'ils soit sollicité à mettre en place à la 6<sup>e</sup> Section un enseignement intensif en langues étrangères et adapté aux nécessités de la recherche en sciences sociales, en s'inspirant de l'expérience acquise par les départements d'*Area studies* aux États-Unis dont il peut, on l'a vu,

---

<sup>40</sup> C. Heller à P. Mosely, 20/5/1955, RF1.2/500S/9/95.

<sup>41</sup> Sur cette collaboration, la trajectoire de Mosely et une biographie permettant de la documenter, voir Ioana Popa, « International Construction of Area Studies in France during the Cold War... », *art. cit.*

<sup>42</sup> P. Mosely à C. Heller, 19/4/1955, RF1.2/500S/9/95.

<sup>43</sup> J. Train à C. Heller, 5/2/1959, 102EHE/15.

prendre directement connaissance. Au regard des ressources qui font défaut à la Division à ses débuts, Train a par ailleurs l'avantage d'être au contact de jeunes, dont il recommande un certain nombre afin de mettre sur pied le programme russe. Il ne s'agira cependant à aucun moment de le recruter lui-même comme directeur d'études à l'EPHE – Heller ne cache pas à ses interlocuteurs américains le caractère quelque peu instrumental de sa contribution à la mise en œuvre de ce programme :

« Train lui-même, qui va dorénavant agir en qualité de “chargé de cours”, pourrait ne pas être parmi ceux qui bénéficieront de nominations permanentes. Quoique ses intérêts intellectuels soient, comme vous le savez, extrêmement larges, et quoiqu'il ait l'intention de mettre toute son énergie au profit du développement des études russes, il est avant tout un linguiste, et n'entend pas poursuivre lui-même des recherches en dehors de ce domaine. Je crois qu'il est éminemment qualifié à agir, à l'heure actuelle, comme un catalyseur<sup>44</sup>».

Train attire en effet dans l'orbite de la 6<sup>e</sup> Section plusieurs jeunes doctorants ou docteurs formés en partie à l'ENLOV, dont le géographe André Blanc et l'historien Robert Philippot. Normaliens, agrégés respectivement de géographie et d'histoire, chargés de cours aux Langues O sur une chaire de géographie, histoire et civilisations de l'Europe orientale au milieu des années 1950, ils deviennent temporairement chargés de cours à la 6<sup>e</sup> Section également, où ils dispensent des enseignements sur la Yougoslavie, pour le premier et sur l'Empire russe, pour le second. Train souhaite les voir recrutés sur des postes pérennes. L'échec de ce projet à la 6<sup>e</sup> Section creuse la distance entre ce dernier et l'équipe dirigeante de cette institution et aggrave son mécontentement à propos des choix de recrutement qui y sont opérés : « Je comptais beaucoup sur la création de directions d'études à la 6<sup>e</sup> Section, mais les deux qui furent créées (à mon sens un peu précipitamment), en les donnant à Portal et Djaparidzé, on les a du même coup anéanties<sup>45</sup>», écrit Train à Braudel, pour expliciter enfin ses préférences auprès de Heller : « Philippot avait dix fois plus de titres et d'utilité que lui [Djaparidzé], et Philippot en place de Portal et Blanc à la place de Djaparidzé, notre cause était sauvée<sup>46</sup>».

D'un point de vue disciplinaire, ce dernier est pourtant lui-même – et *a fortiori*, plus que ses jeunes camarades que l'on vient d'évoquer – un produit de l'érudition philologique et bibliographique des études slaves : né en Georgie en 1919 et installé en France en 1921, Djaparidzé est diplômé de l'ENLOV en 1947, puis chargé des fonds slaves de la bibliothèque de cette institution. Parmi les qualités qui apparaissent vraisemblablement comme distinctives aux yeux de l'équipe de la 6<sup>e</sup> Section, où il est donc élu directeur d'études en 1957, compte son internationalisation précoce. Djaparidzé est *visiting lecturer* au Département de langues et littératures slaves de l'Université d'Oxford de 1951 à 1953, puis boursier de la Fondation Rockefeller entre 1953 et 1954, expérience qui précède (et contribue à) une série d'invitations aux États-Unis, à commencer par celle que lui adresse l'Université de Harvard en 1954 afin d'y examiner des manuscrits géorgiens et participer à des travaux sur les relations byzantino-slaves. Ces collaborations de Djaparidzé avec des universités américaines conduiront à son recrutement à l'Université de Yale à la fin des années 1950. Cette trajectoire confirme ainsi les anticipations de Maurice Lombard qui, commentant favorablement l'élection de celui-ci à la 6<sup>e</sup> Section alors qu'il n'était ni agrégé, ni docteur,

---

<sup>44</sup> C. Heller à P. Mosely, 2/5/1955, RF1.2/500S/9/95.

<sup>45</sup> J. Train à F. Braudel, 19/6/[1958], 102EHE/15.

<sup>46</sup> J. Train T à C. Heller, 15/11/1958, 102EHE/15.

évoquait le risque que « l'Amérique nous l'enlève<sup>47</sup> ». Ces craintes avérées – et qui seront par ailleurs confirmées aussi dans le cas de Moshé Lewin, à défaut d'avoir obtenu, quant à lui, un poste permanent en France<sup>48</sup> – témoignent de l'internationalisation de ce domaine d'études et de l'attractivité croissante exercée par les universités nord-américaines sur ses spécialistes européens. Ces circulations internationales permettent ainsi de constater non seulement les bénéfices des mobilités académiques, mais aussi leurs coûts implicites – signifiant ici la perte, pour la 6<sup>e</sup> Section, de collaborateurs précieux. C'est surtout cet aspect que déplore Train dans une correspondance très critique à ce propos :

« Qui s'est jamais soucié des études russes en France? M. Djaparidzé prétendait s'en soucier. Mais il se souciait de M. Djaparidzé. Il accusait la France de le traiter en "métèque", ce qui n'est pas vrai. Mais il s'est conduit comme un métèque<sup>49</sup> ».

La pénurie de compétences additionnant spécialisations disciplinaires et aptitudes linguistiques (qui, du moins à la 6<sup>e</sup> Section, restent toujours requises) n'est donc pas incompatible avec la rareté des débouchés professionnels. Cette double tendance accentue des concurrences professionnelles et favorise des circulations interinstitutionnelles et interdisciplinaires, voire, comme on vient de le voir, internationales. Ces processus montrent aussi que les rapports de la Division des Aires culturelles avec des disciplines et des institutions y compris considérées comme rivales, où la slavistique reste dominante, se définissent de manière souple, *a fortiori* quand la logique d'alliance est censée prévaloir. Le cas de Roger Portal, l'un des premiers directeurs d'études recrutés pour le programme russe de la 6<sup>e</sup> Section, en témoigne. L'utilité d'un rapprochement gagne en l'occurrence sur des réserves d'ordre historiographique et politique à son égard<sup>50</sup> – les remarques critiques, voire parfois acerbes, formulées par Heller et par Train en attestent. Agrégé d'histoire-géographie, compagnon de route du PCF, auteur d'une thèse de doctorat sur le développement de la métallurgie dans l'Oural du XVIII<sup>e</sup> siècle et ses conséquences sociales, qu'il avait rédigée en maîtrisant la langue mais en étant coupé des archives russes, Portal occupe à partir de 1955 la chaire d'histoire et de civilisation des peuples slaves de la Sorbonne et devient le successeur de Mazon à la tête de l'IES en 1959. Son multi-positionnement et des effets générationnels (il est né en 1906) contribuent à ce qu'il joue un rôle clé dans la formation d'une jeune génération d'historiens de la Russie et d'URSS. Portal dirige un nombre important de thèses, dont celles des futurs membres de la 6<sup>e</sup> Section – Alexandre Bennigsen, George Haupt, Marc Ferro (sa thèse secondaire), Alain Besançon – futurs directeurs d'études à la 6<sup>e</sup> Section –, Chantal Lemercier-Quelquejey – future chef de travaux –, ou encore, de Moshe Lewin et de François-Xavier Coquin (qui est associé à l'équipe du programme, grâce notamment au soutien que lui accordent aussi bien Train que Braudel, et qui deviendra plus tard professeur à Paris I et au Collège de France).

La Division des aires culturelles entretient dès lors avec la slavistique française des rapports ambivalents. Très critique à l'égard de la tradition philologique et littéraire dominante, cette structure peut néanmoins s'en nourrir ponctuellement dans la construction d'un groupe de spécialistes et tirer profit, au fil des opportunités et des besoins intellectuels et institutionnels, d'autres (sous-)domaines disciplinaires qui

---

<sup>47</sup> M. Lombard à F. Braudel, 5/3/1957, cité in B. Mazon, *Aux Origines de l'ÉHESS...*, op. cit., p. 133.

<sup>48</sup> Il avait fait en France une thèse très remarquée d'histoire sociale de la paysannerie soviétique et la collectivisation. Il partira d'abord à l'université d'Oxford, puis à l'université de Pennsylvanie (États-Unis).

<sup>49</sup> Par exemple J. Train à C. Heller, 5/2/1959, 102EHE/15.

<sup>50</sup> Interview E. d'Arms/C. Heller, June 1955, RF1.2/500S/9/95.

enrichissent ce champ d'études notamment depuis l'entre-deux-guerres et qui permettent de dresser des passerelles avec les sciences sociales.

### *Liens affinitaires et logiques de distinction institutionnelle*

Les artisans du programme russe et est-européen de la Division des aires culturelles puisent cependant aussi dans d'autres viviers de recrutement potentiels. Ils résultent des transformations qui affectent l'espace académique et les infrastructures de recherche publique à l'issue de la Seconde Guerre mondiale, conduisant à la création ou à la réorganisation d'institutions qui se trouvent souvent en marge ou à l'extérieur de l'université, à l'instar de l'Institut d'études politiques-la Fondation nationale de sciences politiques, de l'Institut de science économique appliquée (ISEA), de l'Institut national d'études démographiques (INED), de l'Institut national des statistiques et des études économiques (INSEE), ou encore, du Centre d'études de politique étrangère (CEPE). Ces rapprochements sont étayés par des affinités scientifiques et favorisent à leur tour le multi-positionnement d'acteurs individuels et/ou leur circulation interinstitutionnelle, sans pour autant exclure un jeu subtil fait d'alliances et de concurrences entre ces derniers. Ils rendent par ailleurs envisageables des articulations entre recherche et politiques publiques.

Des membres des organismes que l'on vient d'évoquer collaborent ainsi avec la 6<sup>e</sup> Section, qu'ils soient spécialistes des aires culturelles ou non – la contribution de ceux qui ne le sont pas entraînant cependant aussi des effets au moins indirects sur le développement des programmes de la Division des Aires culturelles. C'est par exemple le cas des économistes François Perroux (fondateur et directeur de l'ISEA) et André Piatier (directeur de la Section étrangère de l'Institut de conjoncture puis participant après la guerre à la création de l'INSEE). Élus tous les deux directeurs d'études à la 6<sup>e</sup> Section en 1955, ils enseignent aussi respectivement au Collège de France et à l'IEP de Paris.

Dans le cadre des recherches et des enseignements poursuivis par Perroux, relatifs entre autres aux problèmes posés par la coexistence des systèmes économiques différents, un Groupe d'études des questions russes est ainsi constitué au sein de l'ISEA sous sa direction, et dont Henri Chambre fait notamment partie. Ce dernier devient d'ailleurs lui-même directeur de recherches à l'ISEA en 1958, un an après avoir été recruté directeur d'études à la 6<sup>e</sup> Section de l'EPHE, où il poursuit sa collaboration avec Perroux (avec qui il y codirigera notamment le Centre de recherches quantitatives et d'économie appliquée au milieu de la décennie suivante). Le Groupe d'études des questions russes recueille et analyse des données sur l'Union soviétique, sur son économie et sur les effets de domination qu'elle exerce sur d'autres pays à régime communiste, et publie les résultats des travaux entrepris notamment dans la Série G des *Cahiers de l'ISEA*.

André Piatier dirige, quant à lui, le Centre d'études du développement économique au sein de la 6<sup>e</sup> Section et y occupe une direction d'études intitulée « Observation économique », qui est l'une des plus constamment ouvertes vers les aires régionales en général et vers le monde soviétique et est-européen en particulier, aussi bien à travers les terrains d'enquête explorés que par les collaborations permettant de comparer des expériences spécifiques de développement régional et des approches économiques propres aux systèmes capitaliste et socialiste. Par ailleurs, les séminaires de Piatier attirent et contribuent à former de jeunes chercheurs à l'étude des économies est-

européennes, dont Eugène Zaleski, Henri Wronski, Jean-Michel Collette, Jean-Pierre Saltier, Pierre Kende, ou encore, Marie Lavigne, qui compteront parmi les spécialistes de l'aire.

Le multi-positionnement des acteurs et leurs circulations interinstitutionnelles sont cependant doublés de rivalités académiques et pour des positions d'expertise, qui s'observent notamment entre la 6<sup>e</sup> Section de l'EPHE et l'IEP-FNSP<sup>51</sup>. En même temps, les deux institutions partagent un certain nombre de caractéristiques d'ordre général qui influencent, voire favorisent l'essor des programmes d'enseignement et de recherche sur les « aires culturelles » : ancrage dans le périmètre des sciences sociales et profil généraliste (malgré les disciplines de prédilection que couvrent chacune) ; degré important d'autonomie permettant l'exploration de nouvelles thématiques et (sous-)domaines scientifiques et, corrélativement, le recrutement de leurs spécialistes ; forte connexion entre enseignements, programmes de recherche et documentation ; intérêt pour l'étude d'espaces ou de pays étrangers et réseaux intellectuels spécialisés mobilisables à ce propos ; ouverture aussi bien à l'égard d'approches scientifiques et organisationnelles expérimentées à l'étranger qu'à des milieux extra-universitaires (en l'occurrence intéressés par, et aptes à contribuer à la production de connaissances sur des espaces étrangers). Par ailleurs, pour développer leurs programmes sur les aires culturelles, les deux institutions sont les seules en France à bénéficier, au milieu des années 1950, des financements de la part des fondations philanthropiques américaines, tout en capitalisant sur leurs traditions intellectuelles spécifiques et en se revendiquant des *area studies* pratiqués aux États-Unis selon des modalités et intensités diverses. La 6<sup>e</sup> Section de l'EPHE et l'IEP-FNSP sont dès lors non seulement des institutions affines, mais aussi compétitrices pour les mêmes ressources matérielles et symboliques<sup>52</sup> et à propos de domaines proches. L'IEP-FNSP prétend ainsi au milieu des années 1950 sinon détenir un quasi-monopole, du moins occuper une position de choix « dans les domaines de relations internationales, de la politique comparée, de la pensée politique et des *Area studies*<sup>53</sup> ». J.-B. Duroselle, enseignant à l'IEP et promoteur d'une nouvelle approche des relations internationales, reconnaît néanmoins au même moment les faiblesses de l'IEP-FNSP en matière d'études sur la Russie soviétique et la Chine, ce qui justifierait selon lui d'encourager une collaboration avec la 6<sup>e</sup> Section.

Ces affinités, additionnées à la pénurie de spécialistes évoquée, contribue à expliquer les circulations entre les deux institutions de titulaires des cours concernant différentes aires dont l'aire russe, soviétique et est-européenne : Hélène Carrère d'Encausse, d'abord formée aux côtés d'Alexandre Bennigsen à la 6<sup>e</sup> Section de l'EPHE (où ce dernier est sous-directeur, puis directeur d'études), devient chargée de recherche à la FNSP, puis initie le Cycle supérieur de spécialisation sur l'URSS et l'Europe orientale de l'IEP. Stuart Schram enseigne en tant que chargé de cours à la 6<sup>e</sup> Section de l'EPHE au tournant des années 1960 alors qu'il déploie déjà des recherches à la FNSP sur la Chine et sur l'URSS. À l'inverse, Basile Kerblay, l'un des tout premiers chargés de cours du programme russe, puis directeur d'études à la 6<sup>e</sup> Section, assure un cours sur économie et politique économique de l'URSS à l'IEP à partir de 1968. Enfin, Jean Laloy, qui enseigne lui aussi à l'IEP à partir de 1959, avait d'abord été pressenti au milieu de cette

---

<sup>51</sup> Ioana Popa, « L'attrait d'un label souple... », *art. cit.* ; « Aires culturelles et recompositions (inter)disciplinaires », *art. cit.* ; « De la Guerre mondiale à la Guerre froide : savants engagés, experts et savoirs sur l'espace russe, soviétique et est-européen. Le cas du Centre d'Etudes Russes de l'IEP Paris, *working paper* présenté au 6<sup>e</sup> Congrès de l'Association Française de Sociologie, 2015.

<sup>52</sup> R. Macridis à S. Stone, 15/12/1956, FF-PA58-116.

<sup>53</sup> J.-B. Duroselle à S. Stone, 25/12/1956, FF-PA58-116.

décennie pour devenir chargé de cours à la 6<sup>e</sup> Section sur la politique étrangère de l'URSS, alors qu'il était directeur d'Europe au ministère des Affaires étrangères. Ses positions anti-communistes, jugées trop marquées, auraient cependant joué en sa défaveur, les responsables de la 6<sup>e</sup> Section de l'EPHE craignant qu'elles n'influent sur l'image du programme russe, qu'ils voulaient neutre politiquement<sup>54</sup>.

La trajectoire sociale et professionnelle de Basile Kerblay illustre bien l'encastrement partiel du vivier des collaborateurs et des membres du programme russe, soviétique et est-européen de la 6<sup>e</sup> Section non seulement dans d'autres institutions académiques appartenant à la constellation évoquée mais aussi dans d'autres espaces professionnels et experts. Né en 1920, ayant des origines bulgares et persanes (son grand-père ayant été intendant de l'ambassade de Perse en Russie avant 1917), Kerblay est licencié en droit, diplômé de Sciences Po ainsi que de l'ÉNLOV en langue bulgare et connaît par ailleurs le russe, le serbo-croate, l'anglais et l'allemand. Il rejoint en 1946 l'une des initiatives institutionnelles du démographe et statisticien Alfred Sauvy (également fondateur de l'INED) : l'Institut d'étude de l'économie soviétique, créé et présidé par ce dernier pour promouvoir l'analyse de l'économie appliquée et faire bénéficier l'économie française de l'étude des mécanismes de l'économie soviétique. Kerblay effectue à ce titre, jusqu'en 1951, des rapports périodiques sur l'évolution de la situation économique de l'URSS parus simultanément dans les *Cahiers* de cet Institut et dans *Études et conjoncture* de l'INSEE. Il devient par ailleurs en 1950 chargé de mission en matière d'expertises sur l'URSS auprès du Conseil économique ainsi que secrétaire de la commission du revenu national et effectue la même année un séjour de recherche en tant que *research fellow* au sein du *Department of Economics and Institutions of the URSS* de l'Université de Birmingham. Aux débuts des années 1950, Kerblay diversifie ses positions d'expertise, devenant chargé de mission auprès de la sous-direction Europe orientale du MAE pour les questions économiques de l'URSS et des démocraties populaires et chargé d'études auprès de la Division des recherches de la Commission économique pour l'Europe des Nations Unies ; plus tard, il sera également expert pour l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. L'intégration du milieu académique à partir de 1956 se fait grâce à un poste de chargé de cours à l'École nationale d'administration (où Kerblay enseigne sur la politique économique de l'URSS depuis 1945) et, surtout, comme chargé de cours à la 6<sup>e</sup> Section, collaboration conclue par un recrutement en 1959. Kerblay y dispense des enseignements sur l'économie de la Russie et de l'Union soviétique, et notamment sur l'agriculture et l'industrialisation aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles, en accordant une attention particulière aux marchés kolkhoziennes, ainsi que sur la planification et les statistiques en URSS. Il y effectue à ce propos plusieurs séjours de recherche entre 1955 et 1956, puis un séjour de quelques mois aux États-Unis l'année suivante, qui lui permet de compléter sa documentation et de prendre connaissance de nouvelles méthodes d'enseignement en fréquentant notamment les membres du *Russian Center* de l'Université de Harvard<sup>55</sup>.

Cette trajectoire illustre de manière exemplaire aussi bien le double circuit d'internationalisation déjà évoqué, mis en œuvre à partir du milieu des années 1950, que les circulations académiques interinstitutionnelles et les passerelles dressées par la 6<sup>e</sup> Section avec des espaces professionnels et experts et avec la haute administration de l'État et notamment avec le ministère des Affaires étrangères. Ce dernier type de liens nourrit la construction de la politique d'internationalisation scientifique de l'institution

---

<sup>54</sup> C. Heller à P. Mosely, 21/3/1955, RF-1.2/500S/9/95.

<sup>55</sup> B. Kerblay à C. Heller, 25/12/1957, 102EHE/14.

académique parisienne, particulièrement lorsqu'il s'agit d'emprunter la voie des accords intergouvernementaux d'échanges culturels et scientifiques avec l'Europe de l'Est. Au-delà du cas de Kerblay, ces tendances témoignent de l'articulation des programmes de la 6<sup>e</sup> Section à des logiques scientifiques et académiques, mais aussi sociales, professionnelles et politiques plus étendues, portées par des acteurs académiques et politico-administratifs hétérogènes. Par ailleurs, elles procèdent pour partie d'une volonté explicite de la part des dirigeants de la 6<sup>e</sup> Section de l'EPHE. Braudel lui-même est tout à fait désireux de favoriser des passerelles avec des milieux non académiques ainsi que des activités d'expertise. Si néanmoins la Division des Aires culturelles n'est pas davantage encastrée dans d'autres espaces professionnels, administratifs ou politiques, c'est aussi en raison de la position qu'occupe la 6<sup>e</sup> Section dans le champ universitaire. D'autres institutions, notamment l'IEP et l'ENA – où des cours sur des aires étrangères sont également dispensés – ont des connexions bien plus étroites avec la haute administration de l'État, ou encore, avec les milieux économiques.

### *Géographies et contours d'une « aire »*

L'agrégation de ces compétences individuelles de différents types contribue à dessiner les contours géographiques de l'aire censée constituer l'objet des programmes d'enseignement et de recherche ainsi que d'une politique active de documentation. Cette aire n'est pas définie d'emblée de manière univoque ou très réflexive et n'est pas non plus délimitée avec précision, tout en étant désignée sous des appellations fluctuantes<sup>56</sup>.

Le programme et le centre de la 6<sup>e</sup> Section qui s'y destinent sont couramment qualifiés de « russes » ou encore, notamment à leurs débuts, de « slaves ». Ce dernier qualificatif figure à la fois dans l'intitulé de certains enseignements (par exemple « Économie des pays slaves » ou « Économie et sociologie rurales des pays slaves », assurés respectivement par H. Chambre et B. Kerblay, ou encore « Les communautés rurales sud-slaves », par A. Blanc), dans celui de deux collections publiées aux éditions Mouton par la Division des Aires culturelles (« Études sur l'économie et la sociologie des pays slaves » et « Documents et recherches sur l'économie des pays byzantins, islamiques et slaves au Moyen Âge »), voire enfin, dans l'intitulé du centre proprement dit, créé en 1959 : le Centre de Documentation sur l'URSS et les pays slaves, appelé Centre d'études sur l'URSS et les pays slaves au fur et à mesure que sa composante recherche prend davantage de consistance. Le terme de « slave » renvoie à un ensemble de pays partageant des affinités d'ordre linguistique. On le préfère, visiblement, à tout qualificatif à même de créer l'unité supposée de l'espace pris pour objet en termes, par exemple, de modèle économique ou de type de système politique. Si son usage à la 6<sup>e</sup> Section peut à première vue surprendre quelque peu en raison du critère linguistique qui lui est sous-jacent, il traduit sans doute une inertie implicite dans la désignation de ce champ d'études au prisme de la slavistique, et procède vraisemblablement aussi d'orientations épistémologiques implicites : ne se limiter ni aux découpages politiques et au « temps court » de l'histoire récente – ce qu'aurait, en l'occurrence, signifié la focalisation sur le monde « socialiste » ou les économies « planifiées » –, ni uniquement à une chronologie resserrée à l'après-1917 ou à l'après-1947. Le terme « soviétologie » (en tant que domaine de savoirs destiné à l'analyse du régime

---

<sup>56</sup> Ceci n'est ni propre au seul programme russe, ni exclusif à la 6<sup>e</sup> Section. Pour une analyse plus large de ces enjeux de labélisation et d'autres références bibliographiques permettant d'y réfléchir, voir Ioana Popa, « L'attrait d'un label souple », *art. cit.*

soviétique) n'est d'ailleurs jamais utilisé pour désigner les travaux menés dans le cadre de la Division des Aires culturelles de la 6<sup>e</sup> Section. La profondeur historique dont témoignent beaucoup de travaux de recherche et d'enseignements qui y sont proposés est également suggérée par la juxtaposition des qualificatifs « russe » et « soviétique » – la revue aréale spécialisée, lancée par la Division des Aires culturelles en 1959, s'intitule par exemple *Cahiers du Monde russe et soviétique*. Cette double formule renvoie en même temps à une diversification des espaces géographiques pris en compte, incluant une pluralité de républiques socialistes de la fédération soviétique.

La prédominance de la Russie et de l'URSS en tant qu'objet d'étude au regard d'autres espaces pouvant être subsumés à une aire géographique commune est cependant indubitable au moment de la création de la Division, et même par la suite: il s'agit de l'espace qui concentre le nombre le plus important de travaux et de spécialistes et constitue le moteur dans le processus d'institutionnalisation du programme. Même lorsque l'usage du qualificatif de « slave » est abandonné, c'est toujours autour de l'URSS qu'est « juxtaposé » le complément spatial pris en compte. Celui-ci sera désigné comme l'« Europe orientale » lors de la modification de l'intitulé du centre (devenu « Centre d'études sur l'URSS et l'Europe orientale » en 1974, et dirigé par A. Bennigsen, puis par G. Haupt) ou encore, comme l'« Europe de l'Est » dans d'autres dénominations institutionnelles, tel que le titre de la revue *Courrier des pays de l'Est* (publiée avec le concours du Centre). Jamais, en revanche, n'est utilisée une catégorie telle que l'« Europe médiane », dont l'usage par les acteurs eux-mêmes serait donc anachronique à cette époque.

Un double processus peut ainsi être observé – d'« agrandissement » de l'aire au-delà de la Russie/de l'URSS d'une part, de diversification et de fragmentation progressives des espaces géographiques « internes » à l'aire considérée d'autre part. Ces espaces font à leur tour l'objet d'enseignements et de projets de recherche, de repérage et recueil de sources et de la documentation, voire pour certains, de groupes de travail spécifiques rattachés au Centre d'études sur l'URSS et les pays slaves. Ils sont notamment désignés comme l'Europe « Centrale » (sur laquelle portent les enseignements de Henri Smotkine), l'Europe de « Centre-Est » (à propos de laquelle Pierre Kende et Aleksander Smolar constituent un groupe de recherche dont ils proposent le rattachement auprès du Centre à la fin des années 1960<sup>57</sup>), les « Balkans » ou les « pays balkaniques » (auxquels sont consacrés les recherches et les cours notamment de G. Haupt sur les origines du socialisme et les mouvements ouvriers), l'Europe « du Sud-Est » (les travaux et les enseignements de Paul-Henri Stahl), ou encore, les peuples musulmans et républiques asiatiques de l'URSS, voire des pays voisins de celles-ci – Turquie, Iran, Afghanistan (étudiés notamment par Alexandre Bennigsen et Chantal Lemercier-Quelquejay). Ces deux derniers effectuent une série de missions d'étude au Moyen-Orient à partir de 1958, afin de microfilmer des sources inédites concernant l'histoire de la Russie et ses populations musulmanes et se trouvant dans des bibliothèques et des archives notamment d'Iran, de Turquie et d'Afghanistan. L'originalité de cette dynamique de recherche et de documentation nourrit même le projet de création d'un « Centre d'études régionales consacré à la Russie, à la Turquie, à l'Iran et à l'Afghanistan » rattaché au Centre Russe, à même de promouvoir des recherches allant au-delà du périmètre initialement envisagé :

« (...) Plusieurs facteurs ont déterminé cette nouvelle orientation [dont] l'interconnexion très étroite de l'évolution du monde musulman de Russie et de celle des pays voisins. (...) Il

---

<sup>57</sup> Margueritte Aymard, Compte rendu de la visite de MM. Kende et Smolar 4/12/1969, fonds CERCEC-CETOBAC/6 (Centre des archives de l'EHESS).

n'est donc pas possible d'isoler l'Islam russe. Une compréhension juste ne peut se faire que si l'on considère cette région du monde dans son ensemble.<sup>58</sup>»

Par ailleurs, les recherches menées au sein de la 6<sup>e</sup> Section respectivement sur les pays balkaniques et l'Empire ottoman tirent profit d'autres vecteurs d'institutionnalisation en lien avec la politique scientifique du CNRS, à savoir deux RCP (Recherches coopératives sur programmes) – portant respectivement sur « Histoire sociale des Balkans », dirigée par G. Haupt (de 1969 à 1971) et « l'Analyse et la publication des archives de l'Empire ottoman », dirigée par A. Bennigsen (de 1968 à 1970, programme reconduit pour encore trois ans) – et une ERA (Équipe de recherche associée) – sur l'Histoire de l'Empire ottoman, dirigée par A. Bennigsen (entre 1967 et 1973). Entamée dès cette époque, cette dernière dynamique deviendra peu à peu centrifuge et conduira plus tard, à l'époque où la 6<sup>e</sup> Section sera déjà devenue l'EHESS, à l'autonomisation y compris institutionnelle des études turques et ottomanes (grâce entre autres au rôle joué à ce propos par Gilles Veinstein).

La réduction de la focale et le morcellement géographique « interne » de l'aire peuvent enfin se poursuivre jusqu'à une échelle qui n'est plus (sous-)régionale, mais nationale, un pays en particulier devenant le domaine de spécialisation d'un chercheur et son terrain de prédilection. Si l'exemple par excellence en est l'URSS, c'est aussi la Pologne qui cristallise notamment une attention particulière : non seulement – voire pas prioritairement – en tant qu'objet d'étude proprement dit qui serait investi, comme dans le cas de l'URSS, par des chercheurs français, mais aussi – voire avant tout – comme un partenaire de coopérations académiques et comme réservoir de collaborations sur des thématiques et dans des disciplines diverses (et notamment en histoire). Cette dynamique donne cependant aux terrains polonais une visibilité particulière à la 6<sup>e</sup> Section à l'intérieur de l'aire « est-européenne ». On remarque aussi, au passage, la prise en compte par les animateurs de la Division des Aires culturelles des différenciations internes à l'aire étudiée et dont ils se servent comme levier. Ceci les conduit à déployer l'institutionnalisation du programme sur le terrain de la Russie/l'URSS, pays ayant déjà bénéficié d'un intérêt scientifique déjà ancien et suscitant par ailleurs une attention politique en raison de sa position dans le système international. En revanche, l'internationalisation du programme est-européen de la 6<sup>e</sup> Section commence par un pays « satellite », la Pologne, qui est à même de devenir un partenaire d'échanges académiques dans le contexte d'un dégel politique plus avancé que dans d'autres pays socialistes, alimentant ainsi la production et la circulation des connaissances sur cet espace.

Inversement, « l'agrandissement » d'échelle et de(s) espace(s) pris en compte procède par des juxtapositions et/ou des comparaisons. Ainsi par exemple, A. Bennigsen et G. Haupt proposent conjointement un cours au début des années 1960 sur « Les origines du socialisme dans les Balkans, le Moyen-Orient et les territoires musulmans de Russie ». L'amplitude de ces croisements s'accroît encore à travers l'étude conjointe des espaces chinois et est-européen (dans des cours assurés par exemple par S. Schram), soviétique et indien (par C. Bettelheim), ou encore, des études russes/soviétiques et de l'islam non arabe (par A. Bennigsen). Des collaborations entre des directions d'études, par exemple entre celles qui sont détenues respectivement par B. Kerblay et D. Thorner (« Histoire économique de l'Asie ») peuvent aussi entretenir ces perspectives inter-

---

<sup>58</sup> Annexe à la « Candidature "interne" à un emploi de directeur d'études non cumulatif » d'Alexandre Bennigsen, [s.d.] (A. Bennigsen est élu directeur d'études en 1964, après avoir été directeur d'études adjoint depuis 1960). 102EPHE/13.

aréales, qui décloisonnent le monde russe, soviétique et est-européen. Ce décloisonnement s'opère enfin par l'inclusion de terrains ou d'études de cas d'étude « est-européens » dans des cours à vocation « disciplinaire » ou « généraliste »<sup>59</sup>.

Ces différents croisements, ramifications, fragmentations qui s'observent au niveau des espaces et des objets d'étude sont rendus possibles aussi par la mobilisation de compétences rares ou pointues, qui peuvent être le résultat d'apprentissages (linguistiques et autres), de l'acquisition et/ou de la reconversion de connaissances et savoir-faire intériorisés au gré des parcours migratoires, et qui deviennent des ressources disponibles grâce à de tels parcours. Celui de G. Haupt en offre un exemple : d'origine roumaine, réfugié politique en France après avoir obtenu un doctorat en histoire de l'Université de Leningrad en 1953<sup>60</sup> et été maître de conférences à la Faculté d'histoire de l'Université de Bucarest, chercheur à l'Institut d'histoire de l'Académie roumaine et directeur de sa section d'histoire moderne et contemporaine, Haupt ne peut donc plus retourner dans son pays ne serait-ce que dans le cadre de ses activités professionnelles et est amené à redéfinir partiellement l'ancrage géographique de ses objets d'étude. Il maîtrise, mis à part la langue de son pays d'origine, le russe, le hongrois, l'allemand, l'anglais ainsi que des notions de bulgare et de serbe et devient chargé de travaux de recherche à la 6<sup>e</sup> Section en 1958, puis chef de travaux. Il y est chargé de mettre sur pied le Centre de documentation sur l'URSS et les pays slaves dont il sera directeur adjoint à partir de 1962. Dans le projet d'enseignement et d'orientation de ses recherches qu'il présente pour sa candidature à un poste de directeur d'études en 1965, il inscrit ses travaux dans une histoire sociale des Balkans aux XVIII<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles : celle-ci couvrirait notamment l'étude des mouvements sociaux dans la région et des mouvements socialistes et ouvriers, serait sensible à la recherche documentaire et à l'exploitation systématique des sources disponibles sur ces thématiques et se démarquerait d'une histoire politique estimée dominante, d'un « certain militantisme politique » (qui inspirerait, selon Haupt, les travaux existants sur la région) ainsi que d'une approche qualifiée d'« étriquée » puisque menée dans « le cadre restreint des États<sup>61</sup> ». Haupt prône par la même occasion l'abandon d'une « définition géographique des "Balkans" en faveur d'une définition historico-sociologique<sup>62</sup> » de cette région. Au tournant de la décennie suivante, il est responsable des sections « balkanique » et « histoire du socialisme » du Centre d'études sur l'URSS et l'Europe orientale, dont il devient le directeur en 1976 (deux ans avant sa mort), accompagnant ainsi le passage institutionnel de la 6<sup>e</sup> Section de l'EPHE à la l'EHESS. Cet exemple, parmi d'autres, sert à suggérer que la définition du périmètre de l'aire étudiée et de ses sous-divisions se fait aussi au gré des compétences disponibles, des sensibilités intellectuelles, des effets de trajectoire des spécialistes réunis par la Division ainsi que des reconversions partielles de leurs objets et terrains d'étude dans un contexte marqué notamment par de fortes contraintes géopolitiques.

---

<sup>59</sup> Pour une analyse plus détaillée, voir Ioana Popa, « Aires culturelles et recompositions (inter)disciplinaires », *art. cit.*

<sup>60</sup> Sa thèse portait sur les relations révolutionnaires russo-roumaines dans la deuxième moitié du 19<sup>ème</sup> et sur l'influence du mouvement révolutionnaire russe en Roumanie entre 1850 et 1880. Haupt préparera et soutiendra en France, à la 6<sup>e</sup> Section, en 1962, une thèse de doctorat de 3<sup>ème</sup> cycle consacrée à une étude critique des sources sur la Deuxième internationale, sous la direction de R. Portal.

<sup>61</sup> G. Haupt, « Plan d'enseignement et orientation des recherches », 29/4/1965, 102EHE/14.

<sup>62</sup> *Ibid.*

## Conclusion

En prenant le contre-pied d'une approche « présentéiste » et privilégiant le social et l'économique au politique – en affinité avec le projet scientifique général de la 6<sup>e</sup> Section –, le programme que la Division des aires culturelles destine aux mondes russe, soviétique et est-européenne diversifie et fragmente les espaces internes de l'aire considérée, ne l'envisageant donc pas comme un ensemble homogène et monolithe, et tout en inscrivant celle-ci dans une approche aréale plus globale, à même de faire ressortir des interconnexions entre espaces. Non pas en dernier lieu, les compétences professionnelles qui peuvent être réunies (ou pas) et plus largement, les propriétés sociales de leurs détenteurs contribuent aussi à expliquer les stabilisations partielles et successives des contours de l'aire étudiée et plus largement, des contenus scientifiques de ce programme.

Ce dernier n'est dès lors ni défini une fois pour toutes ou tracé de manière « programmatique », ni développé en vase clos. Il est alimenté par des circulations d'acteurs, de savoirs, de pratiques professionnelles et de ressources financières qui montrent, dans un contexte historique donné, la porosité des frontières disciplinaires, institutionnelles et nationales ainsi que les limites inhérentes à une approche strictement monographique, cloisonnant à la fois les institutions et les aires qu'elles étudient. L'attention portée à ces processus contribue par ailleurs à restituer l'aspect de « bricolage » que revêtent les entreprises de construction institutionnelle, à l'encontre d'une vision lisse et mécanique qui pourrait, au contraire, en être dégagée.

Le double observatoire que nous nous sommes donnés ici, à la fois en termes d'institution académique et de domaine aréal ciblé, invite enfin à faire la part à la fois des caractéristiques qui leur sont spécifiques, voire exclusives à un moment donné et des logiques plus générales et routinières qui continuent à les régir. Dans l'idéal, ce double regard permet de contextualiser finement les processus, les domaines et les acteurs étudiés, mais aussi de les « dés-exceptionnaliser ».